



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 06 mars 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MAUGES COMMUNAUTE

Déchetterie de Saint Pierre Montlimart

Rue Robert Schuman - La Loge
Beaupreau
49600 Beaupréau-En-Mauges

Références : EC-2025-46-INSP-Mauges Communauté-St Pierre Montlimart-RAP
Code AIOT : 0006302475

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2025 dans l'établissement MAUGES COMMUNAUTE implanté à La Paganne Saint Pierre Montlimart 49110 Montrevault-sur-Èvre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAUGES COMMUNAUTE
- La Paganne Saint Pierre Montlimart 49110 Montrevault-sur-Èvre
- Code AIOT : 0006302475
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie de Saint Pierre Montlimart a fait l'objet d'une réhabilitation en 2020.

La précédente inspection du 20 mars 2018 avait relevé plusieurs non-conformités, notamment l'absence de :

- débourbeur/déshuileur pour traiter les eaux de ruissellement ;
- plan à jour des réseaux ;

- affichage de consignes de sécurité, de plan des locaux ;
- marquages au sol pour la sécurité du cheminement des piétons ;
- dispositifs anti-chute en haut des quais ;
- abri pour la borne de récupération d'huile usagée.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Sécurité incendie	Arrêté Préfectoral du 28/06/1996, article 8.2	Demande d'action corrective	1 mois
3	La ressource en eau	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité aux plans et données techniques	Arrêté Préfectoral du 28/06/1996, article 2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La déchetterie a été modernisée et l'inspection des installations classées a constaté que :

- les marquages au sol ont été réalisés ;
- des dispositifs anti-chute ont été installés sur les hauts de quais ;
- la borne de collecte d'huile usagée est sous abri et sur rétention ;
- un débourbeur/déshuileur a été installé, ainsi qu'une vanne de coupure et la zone de rétention des eaux d'incendie a été identifiée et mesurée.

L'inspection des installations classées demande, sous 1 mois, à l'exploitant de :

- corriger les anomalies observées lors de la vérification des installations électriques ;
- réaliser le suivi analytique des eaux de rejets ;
- transmettre à l'inspection les rapports d'analyse des effluents.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité aux plans et données techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/1996, article 2.2
Thème(s) : Situation administrative, Classement- Rubriques
Prescription contrôlée : Les installations doivent être aménagées conformément aux plans et indications techniques contenus dans le dossier de la demande d'autorisation, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux

dispositions du présent arrêté.
Constats : L'inspection des installations classées constate que : <ul style="list-style-type: none"> - le débourbeur/déshuileur a été installé (et nettoyé le 5 septembre 2024 pour son dernier entretien) ; - la vanne de coupure pour la rétention des eaux d'extinction est opérationnelle ; - les plans des réseaux datent du 10 juin 2021, après la réhabilitation de 2020 ; - les marquages au sol ont été réalisés ; - les hauts de quais sont pourvus de garde-corps ; - la borne de stockage d'huile usagée est sous abri et sur rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/1996, article 8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes en vigueur et entretenues en bon état. Elles sont contrôlées au moins une fois par an par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'inspection des installations classées constate sur le rapport de vérification n°91660/24/2485 du 22/02/2024 que : <ul style="list-style-type: none"> - les installations électriques ont été vérifiées le 21 février 2024 ; - 2 observations, dont une déjà relevée précédemment ont été notées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de corriger les anomalies observées lors de la vérification des installations électriques : <ul style="list-style-type: none"> - fourniture du rapport initial de vérification (validant la conformité de l'installation) ; - correction du défaut de continuité du circuit de protection du portail électrique côté entrée publique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : La ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée.
Prescription contrôlée : Le cas échéant, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Au moins une fois par an, les mesures prévues par le programme de surveillance sont effectuées par un organisme agréé choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m ³ /j, l'exploitant effectue également une mesure en continu de ce débit.
Constats : L'inspection des installations classées constate que l'exploitant n'a pas effectué d'analyse des effluents. L'exploitant s'engage à réaliser les analyses des rejets dans l'eau pour l'ensemble des déchetteries gérées par Mauges Communauté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none">- réaliser le suivi analytique des eaux de rejet ;- transmettre à l'inspection les résultats d'analyse dès réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

Planche photographique associée à la visite d'inspection

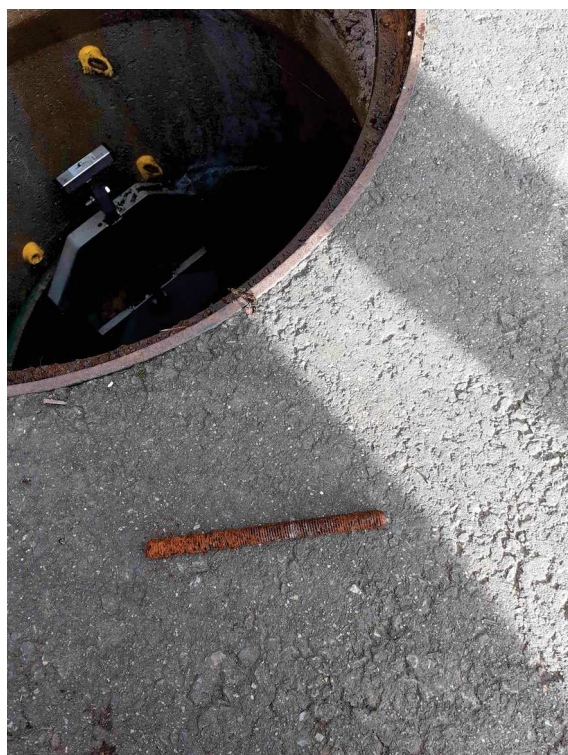
N°1 : Conformité aux plans et données techniques



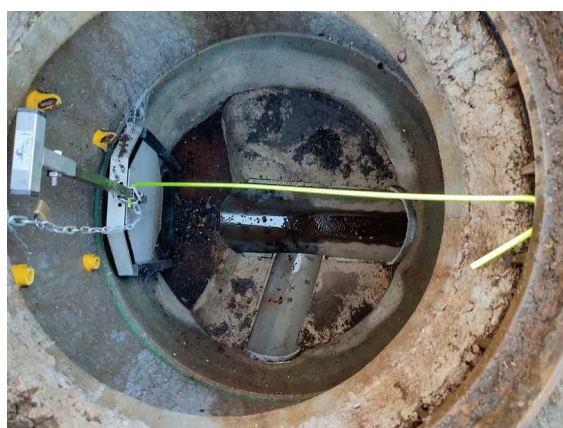
consignes d'utilisation de la vanne d'obturation du bassin de rétention



vanne de coupure fermée



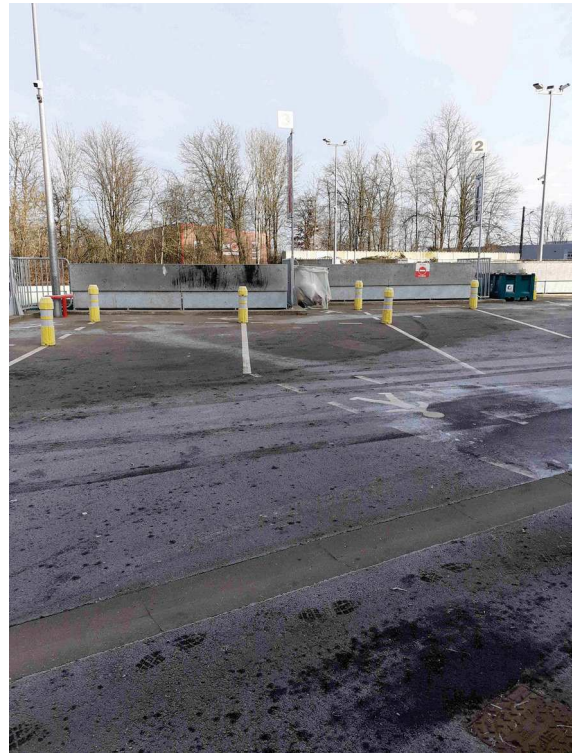
goupille de maintien de la vanne de coupure en pla



nouvelle goupille mise en place après l'inspection



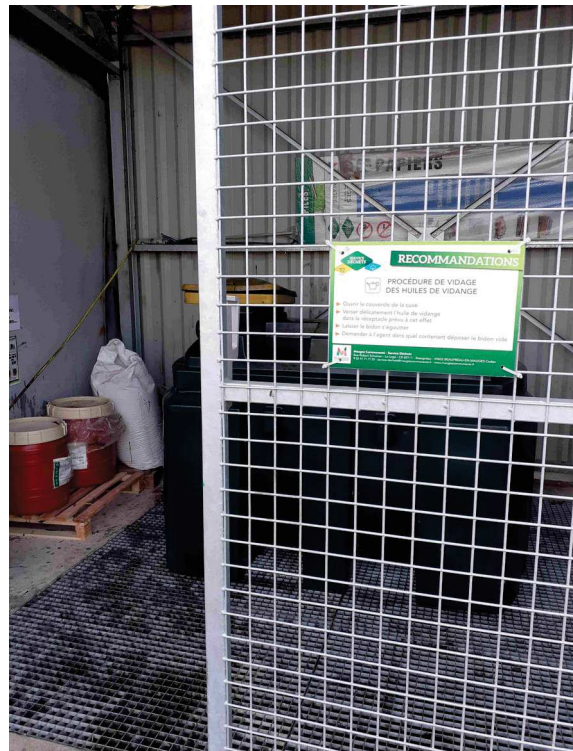
marquage au sol



sécurité haut de quais et marquage au sol



sécurité haut de quais et marquage piétons



borne à huile sous abri et sur rétention